



All photos (cover and inside pages): UNHCR

© UNHCR TOGO 2016

SLFAP RMEM* 31, SJO, Blvd Jean-Paul II, Lomé, Togo, Téléphone +228 2220 9661



OPERATION DU HCR AU TOGO



Complexe de poulaillers traditionnel amélioré (PTA)

1. Contexte globale de l'opération du HCR au Togo

L'effectif actualisé des réfugiés vivants au Togo après l'opération de vérification récemment effectuée au Nord du pays en mai 2016 est de 13691 dont 3 399 réfugiés urbains vivant dans la ville de Lomé et ses environs et 9 605 ghanéens vivant dans les préfectures de la Plaine de Mo, de Dankpen et de Tandjoaré (Nord du Togo). Parmi ces réfugiés ruraux, installés majoritairement le long de la frontière avec le Ghana, on trouve un groupe assez important de réfugiés de longue durée (près de 46%), arrivés au Togo dans les années 1982-1994. Le reste qui représente 54%, est arrivé entre 2010-2014. Une partie de ce dernier groupe, composé de 318 réfugiés vit au camp des réfugiés de Tandjoaré.

Le HCR travaille depuis plus d'une décennie en étroite collaboration avec le gouvernement, à travers la Coordination Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR) pour améliorer la qualité de l'asile au Togo et rechercher des solutions durables à la situation des réfugiés. Par ailleurs, le HCR apporte son appui à la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) par le renforcement des capacités de ses membres.

Depuis 2010, le HCR a signé un sous-accord avec l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF) pour la mise en œuvre des programmes d'assistance notamment au plan socio-économique. Ainsi, grâce aux appuis financiers du HCR, plusieurs milliers de réfugiés ont reçu des soutiens multiformes couvrant les aspects socio-économiques et juridiques. L'intégration locale des réfugiés constitue l'une des voies les plus encouragées.



Carte du Togo avec localisation des zones du projet



Remise symbolique de matériel d'entretien des PTA par la Représentante du HCR au Togo

3. Partenaires du HCR-Togo et leurs rôles dans le projet

Association Togolaise pour le Bien-Etre familial (ATBEF)

L'ATBEF, met en œuvre le programme d'assistance des réfugiés à travers son équipe basée à Dapaong jusqu'à fin Décembre 2017. Elle participera au suivi.

Coordination Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR)

La CNAR sensibilise les réfugiés pour leur adhésion au projet et facilite le plaidoyer pour l'accès aux terres cultivables.

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique (MAEH) et l'Institut de Conseil et d'Appui technique (ICAT)

L'ICAT exécutera les activités techniques (formation, appui-accompagnement, intégration des réfugiés dans les coopératives) et le suivi sur le terrain. Le MAEH, Ministère de tutelle de l'ICAT, facilitera la mise en œuvre des activités et veillera à la prise en compte de ces derniers dans les planifications des programmes.

FAO

Le projet dans sa stratégie de durabilité, négocie avec la FAO, agence du SNU spécialisée en agriculture, la prise en compte des réfugiés dans ses programmes. La FAO de par son expérience dans le domaine, donnera des appuis techniques sur la base des échanges réguliers entre les agences sur le projet.



Les Participants à la cérémonie d'inauguration découvrent l'enceinte des PTA



Les cellules de couvaïson

2. Contexte du Projet Intégré d'Appui à l'Autonomisation Economique des Réfugiés au Togo

Les statistiques sur les réfugiés et les conclusions de récentes études du HCR au Togo, soulèvent la problématique de l'intégration locale socio-culturelle, économique et juridique/légale des réfugiés dans ce pays. Une intégration locale qui permet d'abord d'autonomiser les réfugiés et de les rendre utiles d'une part pour eux-mêmes et d'autre part pour les communautés locales hôtes donc pour le Togo, leur terre d'asile.

Le Togo, terre d'hospitalité bénéficie d'une relative stabilité politique confirmée par les dernières élections législatives (Novembre 2013) et présidentielles (Avril 2015) apaisées. Cependant, le pays tout comme bien d'autres dans le monde, connaît des difficultés économiques encore importantes malgré les efforts soutenus du gouvernement et de ses partenaires. Tout comme les populations togolaises, les personnes sous mandat du HCR, font face elles aussi aux défis de ces difficultés qui affectent les activités visant à renforcer leurs moyens de subsistance (livelihoods).

Dans le cadre de la recherche des solutions durables aux réfugiés, il est donc impératif d'appuyer le gouvernement en mettant en œuvre en faveur de cette cible et des communautés hôtes, des actions qui participent durablement à leur autonomisation économique surtout dans le contexte actuel de la réduction de la présence du HCR au Togo. Ce qui facilitera l'intégration locale des réfugiés comme solution durable préconisée par le HCR.

C'est dans cette optique que le HCR-Togo a élaboré, le « Projet Intégré d'Appui à l'Autonomisation Economique des Réfugiés au Togo » qui s'est inspiré des modèles d'agriculture intégrée du centre Songhaï (Bénin) lors d'une visite en Octobre 2015.

Ce projet que le HCR-Togo mettra en œuvre avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, est une contribution à la résolution du problème d'autonomisation économique des réfugiés dans ce pays.

Il est en parfaite cohérence avec le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), un programme gouvernemental mis en œuvre par le Ministère en charge de l'Agriculture depuis 2010 au Togo. Ainsi, il contribuera au renforcement de la sécurité alimentaire, un des principaux acquis du PNIASA et à une mise en œuvre aisée de la nouvelle Politique Agricole assortie du Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture au Togo à l'horizon 2030 (PA-POSTAT 2030) qui prend en compte aussi les groupes vulnérables entre autres, les réfugiés dont la contribution à la production est non négligeable dans certaines régions du pays.



Réfugiés en réjouissance le jour de l'inauguration le 26 mai 2016

♦ Bref aperçu sur le projet et actions déjà réalisées

Une phase pilote est réalisée au camp de réfugiés de Tandjouare avec la construction d'un complexe d'aviculture traditionnelle améliorée composée de 12 unités de Poulailers Traditionnels Améliorés (PTA) entièrement équipés en matériels d'élevage et de reproducteurs (poules et coqs) au profit de 12 bénéficiaires dont 11 femmes. Les activités de ce complexe ont été lancées officiellement par Madame la Représentante du



vue d'ensemble des réfugiés bénéficiaires du projet



Une unité d'élevage: case de ponte, poussinière et poulailler

Processus d'élevage dans une unité de PTA :

Le cycle commence dans le grand poulailler où se logent généralement les poulettes en croissance, les poules et les coqs en âge de se reproduire. Après fécondation, et au moment de la pondaison, elles passent à la case de ponte où la couvaison des œufs dure 21 jours.

À l'éclosion, la poule mère et ses poussins sont isolés par l'éleveur dans la poussinière pendant 2 à 3 mois où ces derniers croissent jusqu'à l'étape de poulette avant d'intégrer le grand poulailler où ils deviendront des adultes et entamer à leur tour, la reproduction reprenant ainsi, le cycle.

